



Motion d'actualité

Les conventions collectives sont à Nous !

Depuis plusieurs années les conventions collectives sont attaquées par les patrons. Au lieu de dénoncer le manque de moyens financiers alloués à leurs établissements, ils se servent des salariés et de la remise en cause des acquis conventionnels, comme variable d'ajustement budgétaire, pour baisser le coût du travail et être concurrentiels sur le marché de la Santé et de l'Action Sociale.

La résistance des salariés de la BASS, notamment organisée par SUD a permis le recul des patrons. La CCN66 existe toujours. Pour la CCN51 aucune OS n'a signé les propositions de la FEHAP et la mobilisation s'est amplifiée à l'annonce de sa décision unilatérale, sous forme de recommandation patronale. Suite, aux nombreuses actions de la première quinzaine d'octobre, qui s'est terminée sur celle du lundi 15, le ministère de la Santé, par communiqué public demande à la FEHAP de reprendre les négociations.

Ne nous leurrons pas, aujourd'hui il faut renforcer la mobilisation, il nous reste 45 jours pour gagner le maintien de la CCN51.

La fédération SUD santé sociaux réunie en congrès :

Appelle à une lutte permanente sur cette période dans l'unité, partout où c'est possible. Pour ce faire, elle renouvelle son interpellation aux organisations syndicales, mais s'engage à agir en l'absence de réponse.

Demande à tous les syndicats d'organiser et de participer à toutes initiatives, à imaginer toutes formes d'action en fonction de leurs moyens.

Propose une journée nationale d'action le mardi 20 novembre, qui pourrait se traduire par des rassemblements inter-régionaux

Parallèlement sur le terrain dans le cadre des NAO, certains patrons convoquent d'ores et déjà les OS pour négocier localement l'adaptation de la recommandation patronale.

Sud appelle au boycott et à la dénonciation de ces négociations qui divisent les établissements, anticipent la casse de la CCN51 et en premier lieu son caractère national, lequel garantit les mêmes droits, pour toutes et tous les salarié(e)s sur l'ensemble du territoire.